

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 1998

FAITS SAILLANTS

 **En juillet, le nombre d'emplois a augmenté de 27 000, une amélioration par rapport aux pertes enregistrées au cours des deux mois précédents.**

 **Le taux de chômage s'est maintenu à 8,4 %, son taux le plus bas depuis août 1990.**

 **En mai, la production a fléchi, et l'économie n'a connu aucune croissance pour un deuxième mois d'affilée.**

 **Malgré la stagnation des exportations, l'excédent commercial du Canada s'accroît grâce à une baisse des importations.**

 **Le dollar tombe à des niveaux record en juillet et au début d'août, entraîné dans sa chute par la faiblesse de l'économie canadienne et la crise en Asie-Pacifique.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
		le mois dernier	l'an dernier		
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	710,0	-0,2	3,0		Mai
Biens	237,4	-0,5	2,8		Mai
Services	472,6	-0,1	3,1		Mai
Indice composite	206,7	0,5	5,8		Juin
Emplois (En milliers)	14 270	0,2	2,1		Juill.
Temps plein	11 585	0,1	2,8		Juill.
Temps partiel	2 685	0,8	-0,4		Juill.
Chômage* (En %)	8,4	8,4	9,0		Juill.
Jeunes*	15,3	15,9	16,7		Juill.
Adultes*	7,1	7,0	7,5		Juill.
Inflation mesurée par l'IPC*	1,0	1,1	1,7		Juin
Ventes au détail (En M\$)	20,9	0,5	6,3		Mai
Mises en chantier (En milliers)	132,7	-4,6	13,5		Juin
Balance commerciale* (En milliards \$)	1,7	1,2	2,1		Mai
Exportations	26,1	0,0	6,0		Mai
Importations	24,5	-1,9	8,6		Mai
M&É	8,1	-2,1	7,9		Mai
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,28	5,06	3,67		7 août
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,61	5,52	6,32		7 août
Dollar canadien* (En cents US)	65,71	67,95	72,39		7 août

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée

**Le rapport spécial du présent numéro :
Tendances récentes de la performance du Canada en matière de
commerce**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus.

Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.



Industrie
Canada Industry
Canada

Canada 

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Août 1998

TABLES DES MATIERES

L'économie	Page
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et le matériel</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
 Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
 Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux de change et prix des actions</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
 L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
 LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO : Tendances récentes de la performance du Canada en matière de commerce	15
 A venir...	
<i>Publication de données à surveiller/événements prévus</i>	18

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 7 août 1998. Il a été préparé par Martine Lajoie, Joseph Macaluso, Stéphane Marion et Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique. Le rapport spécial a été rédigé par Stéphane Marion et Patrick Taylor. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-954-3494 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



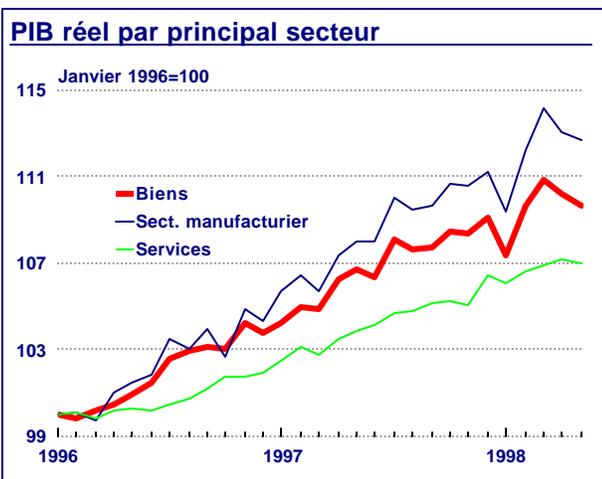
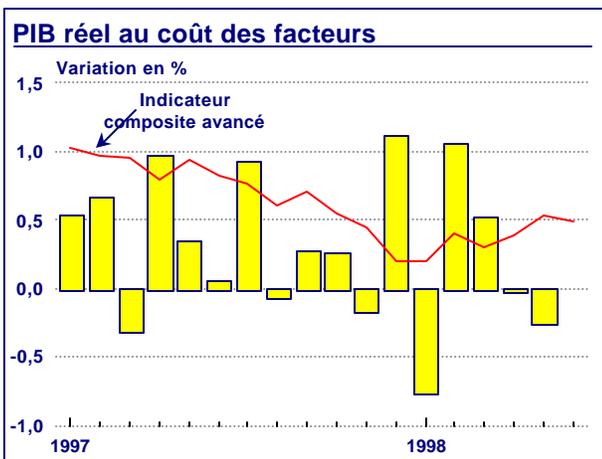
PIB réel par industrie

L'économie se replie en mai...

- Le PIB réel est demeuré inchangé en avril, mais il a légèrement diminué en mai. C'est la première fois en deux ans où l'économie ne connaît aucune croissance pendant deux mois d'affilée. Malgré tout, le niveau de production moyen enregistré depuis le début du deuxième trimestre est de 2,0 % supérieur à la moyenne du premier trimestre (taux annuel).

...en raison surtout d'une baisse de la production dans les industries productrices de biens

- Le recul enregistré par les industries productrices de biens représente les deux tiers de la diminution de la production globale constatée en mai. Dans le secteur manufacturier, la production a été ralentie par les fermetures d'usines de montage d'automobiles pour des raisons de réoutillage, et il est peu probable que la situation se redresse rapidement puisque la grève chez GM aux États-Unis a paralysé la plupart des activités des entreprises canadiennes en juin et en juillet. Les conflits de travail sur les chantiers de construction résidentielle ont également été responsables d'une baisse de la production dans ce secteur -- les effets de cette agitation ouvrière devraient se refléter également dans les données de juin. Le secteur minier a subi, encore une fois, une importante baisse de sa production, une quatrième en cinq mois.
- Dans le secteur des services, les industries financières ont enregistré une baisse d'activité notable en raison d'une importante chute du volume des opérations boursières. Un revirement de situation semble s'annoncer, ce qui devrait mener à une reprise des activités dans ce secteur en juin.



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Mai 1998

	Niveau	Variation en %	
		Variation de 12 mois	l'an dernier
Ensemble de l'économie	710 022	-1 767	-0,2
Secteur des entreprises	584 053	-1 693	-0,3
Biens	237 399	-1 183	-0,5
Agriculture	12 564	34	0,3
Pêche et piégeage	1 015	37	3,8
Abattage du bois et foresterie	3 927	-138	-3,4
Exploitation minière*	28 382	-399	-1,4
Sect. manufacturier	126 682	-422	-0,3
Construction	40 898	-332	-0,8
Autres services publics	23 931	37	0,2
Services	472 623	-584	-0,1
Transport et entreposage	29 757	-292	-1,0
Communications	26 362	118	0,4
Commerce de gros	42 270	-48	-0,1
Commerce de détail	42 985	13	0,0
FAI**	36 221	-631	-1,7
Services commerciaux	75 785	201	0,3
Services gouvernementaux	41 431	91	0,2
Enseignement	40 359	-49	-0,1
Soins de santé et services sociaux	40 528	41	0,1
Logement et alimentation	48 921	-78	-0,2
Autres	19 288	-143	-0,7
	28 716	193	1

*Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

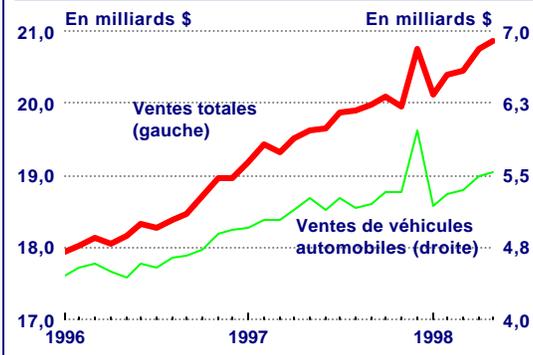
**Finances, assurance et immobilier



La vigoureuse croissance des dépenses de consommation observée au premier trimestre...

- Les dépenses de consommation (biens et services) ont augmenté de 2,6 % (taux annuel) au premier trimestre, dans la foulée d'une hausse similaire au quatrième trimestre.
 - Cette augmentation a été alimentée par une progression des achats de biens semi-durables et de services. Les dépenses en biens durables ont fléchi de façon marquée, les ventes d'automobiles se repliant par rapport au niveau très élevé enregistré au quatrième trimestre de 1997.
 - La situation financière des ménages s'est améliorée au premier trimestre, le revenu des particuliers croissant à un rythme jamais vu depuis le début des années 90. Le taux d'épargne a augmenté pour atteindre 1,2 %, après deux ans de fléchissement régulier, et l'endettement des consommateurs en proportion du revenu a baissé par rapport à la fin de l'année dernière.
- ...est susceptible de se poursuivre au deuxième trimestre**
- La confiance des consommateurs a marqué un repli au deuxième trimestre, à cause notamment d'une évaluation moins favorable des conditions du marché du travail. Cette baisse de confiance traduit également l'incertitude qui règne concernant la situation en Asie-Pacifique et le sort du dollar canadien.
 - Malgré tout, les perspectives de dépenses pour le deuxième trimestre sont bonnes. En dépit d'une certaine baisse, la confiance des consommateurs reste à un niveau élevé, la situation financière des ménages s'étant améliorée. De plus, les ventes au détail en général ont affiché une vigoureuse croissance en mai pour la quatrième fois de suite.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

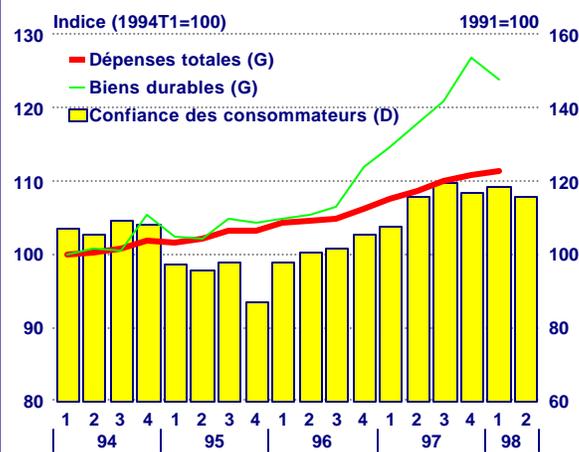
Catégorie	En millions de \$	Variation en %	
		depuis le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail	20 861	0,5	6,3
Alimentation	4 831	0,2	4,6
Pharmacies	1 105	1,6	9,5
Vêtements	1 180	1,0	7,4
Meubles	1 045	2,5	8,2
Automobiles	8 072	0,4	4,6
Magasins de march. diverses	2 371	-0,1	9,5
Tous les autres magasins	2 258	0,3	9,7
Total excluant véhicules automobiles	15 317	0,3	6,6
Crédit à la consommation	51 372	1,2	10,0

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1997 T4	1998 T1
	1996	1997		
Consommation réelle (En \$ 1992)	451 682	470 177	476 624	479 688
Variation en %	2,4	4,1	2,7	2,6
Biens durables	54 465	61 020	64 500	62 948
Variation en %	3,7	12,0	21,5	-9,3
Biens semi-durables	42 816	44 606	45 220	46 416
Variation en %	0,6	4,2	0,8	11,0
Biens non durables	116 773	117 922	117 608	118 052
Variation en %	2,1	1,0	-3,6	1,5
Services	237 628	246 629	249 296	252 272
Variation en %	2,5	3,8	1,7	4,9
Revenu disponible	518 167	523 010	524 576	533 816
Variation en %	1,4	0,9	1,9	7,2
Taux d'épargne (En %)	5,8	1,7	0,1	1,2
Ratio d'endettement (En %)	94,2	98,4	100,1	99,6
Attitudes des consommateurs*	101,2	115,0	116,7	118,5

*Conférence Board du Canada

Dépenses de consommation réelles et confiance des consommateurs





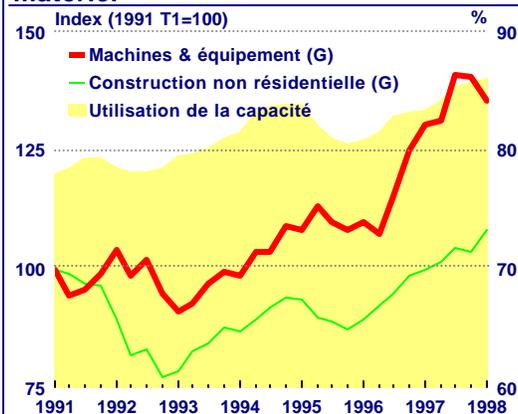
Investissements des entreprises dans les usines et le matériel

Les investissements ont fléchi au premier trimestre...

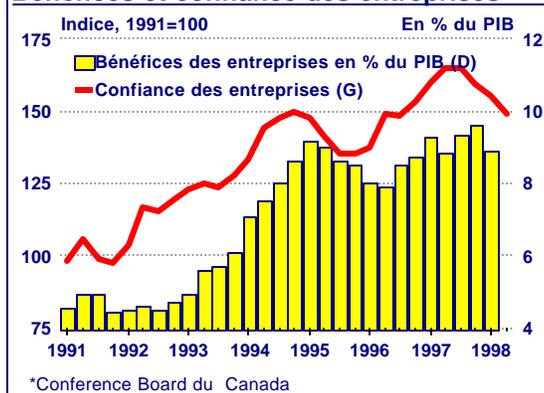
- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement (M&É) ont diminué de façon marquée au premier trimestre, en raison de la baisse des dépenses en machines industrielles, en véhicules automobiles et en machines agricoles.
- Cette diminution des investissements dans les M&É a été contrebalancée en partie par une vigoureuse augmentation de l'investissement dans la construction non résidentielle, alimentée par les solides gains enregistrés par les composantes construction et génie.
- Au deuxième trimestre, la confiance des entreprises a fléchi pour une quatrième période consécutive. Cette baisse est principalement attribuable à l'inquiétude des entreprises à l'égard de leur situation financière, suscitée par l'instabilité économique que connaît à nouveau l'Asie et la baisse des prix des produits de base.
- Néanmoins, la plus récente enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé indique que les dépenses relatives aux usines et à l'équipement devraient s'accroître de 6,6 % en tout en 1998, notamment dans les M&É et la construction non résidentielle.
- Dans ce contexte, les indicateurs dont on dispose pour le deuxième trimestre sont très favorables. Depuis le début du trimestre, les importations de M&É se sont légèrement accrues, alors que la production dans le secteur de la construction non résidentielle s'est établie en moyenne, en avril et en mai, à 3,2 % au-dessus du niveau du premier

...et les perspectives pour le deuxième trimestre sont à la fois bonnes et mauvaises

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1996	1997	1997 T3	1997 T4	1998 T1	1998 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	44 310	52 586	54 568	54 396	52 368	n/d
Variation en %	4,2	18,7	32,3	-1,3	-14,1	
Construction non résidentielle (1992\$)	33 581	36 637	37 332	37 036	38 720	n/d
Variation en %	4,3	9,1	10,7	-3,1	19,5	
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,1	84,6	85,3	85,7	86,0	n/d
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	82,5	84,8	85,5	86,0	86,7	n/d
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	96 067	110 682	112 732	116 020	109 104	n/d
Variation en %	-1,1	15,2	21,3	12,2	-21,8	
Bénéfices - Industries non financières	71 871	82 218	82 656	84 760	81 688	n/d
Variation en %	-6,7	14,4	4,0	10,6	-13,7	
Bénéfices - Industries financières	24 194	28 462	30 072	31 260	27 416	n/d
Variation en %	20,5	17,6	91,1	16,8	-40,8	
Crédit aux entreprises total	570 653	620 412	627 130	646 767	660 392	674 568
Variation en %	5,0	8,7	10,9	13,1	8,7	8,9
Indice de la confiance des entreprises*	147,0	162,3	164,9	159,2	155,0	148,9

*Conference Board du Canada



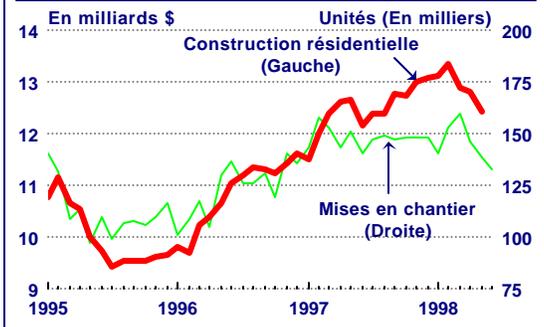
Dans le secteur du logement, les dépenses ont légèrement diminué au premier trimestre...

- Les investissements résidentiels dans le secteur des entreprises ont fléchi de 0,9 % (taux annuel) au premier trimestre.
- Même si le rythme d'activité du secteur du logement n'est plus aussi rapide que celui que l'on a observé en 1996 et au début de 1997, les investissements résidentiels, au premier trimestre, étaient néanmoins supérieurs de 4,2 % au niveau enregistré l'an dernier.

...et l'on prévoit que cette atonie de l'activité va se poursuivre au deuxième trimestre

- Au deuxième trimestre de 1998, les mises en chantier ont fléchi, les conflits de travail ayant ralenti la construction en Ontario, qui normalement intervient pour plus d'un tiers des mises en chantier totales.
- Les données concernant le PIB d'avril et de mai témoignent d'un ralentissement de l'activité dans le secteur du logement, les dépenses relatives à la construction résidentielle affichant une baisse de 13,4 % comparativement aux données du premier trimestre (taux annuel).
- Malgré une légère hausse en juin, la valeur totale des permis de construction résidentielle a reculé de 4,3 % au deuxième trimestre, des baisses étant notées dans le nombre de maisons unifamiliales et d'immeubles d'habitation.
- Par ailleurs, la vente de logements existants s'est accrue de 13,5 % au deuxième trimestre.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis l'an dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	12 452	-2,9%	-1,6%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 429	0,6%	-0,8%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités, données non corrigées)	301		1 840
Mises en chantier, nombre d'unités (3)	132 700	-6 400	15 800
Terre-Neuve	700	-200	-300
Île-du-Prince-Édouard	400	100	0
Nouvelle-Écosse	2 100	1 300	-100
Nouveau-Brunswick	1 800	100	-100
Québec	17 000	-1 100	-2 300
Ontario	46 100	-4 500	2 500
Manitoba	2 400	-600	1 000
Saskatchewan	1 900	-400	200
Alberta	18 800	-4 600	2 400
Colombie-Britannique	21 000	3 500	-8 000

1 - Données de mai 2- données de juin 3- données de juin
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

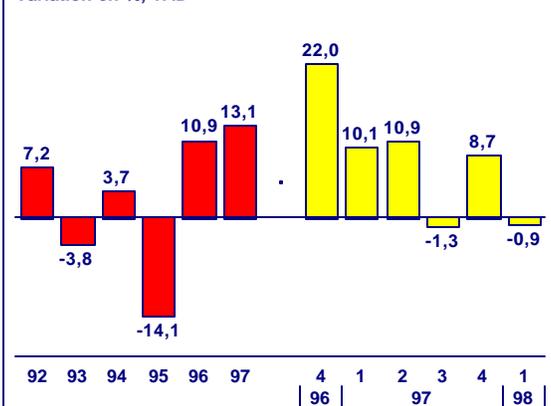
Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)

	1996	1997	1997 T4	1998 T1
Construction résidentielle	38 056	43 038	43 928	43 856
Variation en %	10,8	13,1	8,9	-0,7
Construction par secteur	37 928	42 912	43 796	43 696
Variation en %	10,9	13,1	8,7	-0,9
Logements neufs	18 536	21 967	22 896	23 104
Variation en %	8,5	18,5	17,2	3,7
Travaux de réparation et d'amélioration	12 126	13 471	13 844	14 176
Variation en %	7,4	11,1	8,9	9,9
Frais de propriété et de transfert	7 394	7 600	7 188	6 576
Variation en %	23,6	2,8	-13,2	-29,9

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



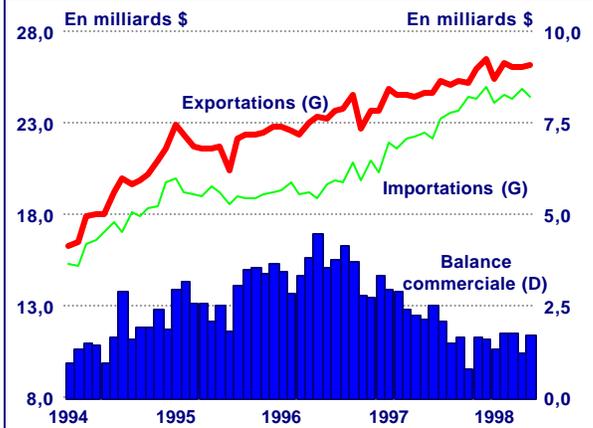


Commerce et compétitivité

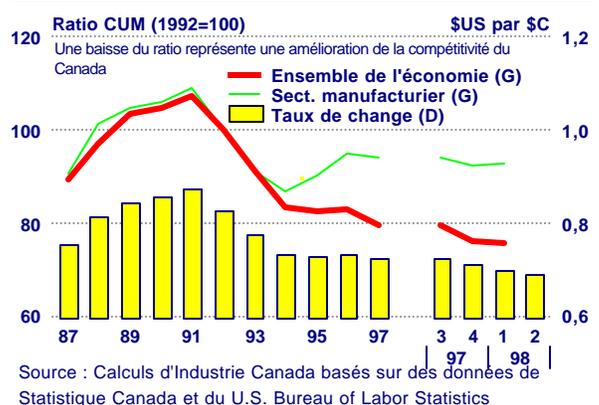
Les exportations sont restées stables en mai...

- Les exportations n'ont pas changé en mai, à cause du recul important des exportations d'automobiles attribuable aux fermetures d'usines pour réoutillage et aux constants problèmes de livraison vers les États-Unis. En mai, la faiblesse des prix des produits de base a également joué un rôle dans la stagnation générale des exportations.
- Les importations ont régressé de 1,9 %, principalement à cause d'une baisse des importations de M&É (parallèlement à un ralentissement des investissements des entreprises) et d'une diminution du prix du pétrole brut importé. Les importations d'automobiles ont affiché une baisse en mai par suite d'un fléchissement des ventes d'automobiles canadiennes. Cette faiblesse se prolongera probablement en juin et en juillet en raison des inconvénients causés par la grève chez GM des États-Unis.
- La stagnation des exportations, jumelée à la baisse des importations, s'est traduite par un excédent sur marchandises de 1,7 milliard de dollars en mai, soit une hausse par rapport à l'excédent de 1,2 milliard de dollars observé en avril.
...malgré une amélioration de la position concurrentielle du Canada par rapport aux É.-U.
- Au premier trimestre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre observés au Canada se sont améliorés de 4,5 % comparativement à ceux enregistrés aux États-Unis.
- Même si la faiblesse du dollar est un facteur important qui permet d'expliquer les gains de compétitivité récents, il n'en demeure pas moins que les producteurs canadiens sont parvenus à mieux maîtriser les coûts.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Mai 1998	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation		Variation en %	
	Avril 1998	Mai 1998	Janv.-mai 1997	Janv.-mai 1998	Avril à mai 1998	Avril à mai 1998	Mai 1997 à mai 1998	
Exportations	26 135	26 139	123 079	130 063	4	0,0	6,0	
vers les États-Unis	21 796	21 713	98 560	107 558	-83	-0,4	9,8	
Importations	24 933	24 465	110 463	122 403	-468	-1,9	8,6	
en provenance des États-Unis	18 970	18 912	83 686	93 981	-58	-0,3	11,0	
Balance commerciale	1 202	1 674	12 616	7 660	472			
avec les États-Unis	2 826	2 801	14 874	13 577	-25			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 056	2 100	9 902	10 471	44	2,1	5,8	
Produits énergétiques	1 890	1 988	11 399	9 641	98	5,2	-8,7	
Produits de la forêt	2 871	2 864	14 642	14 535	-7	-0,2	-2,9	
Biens et matériaux industriels	4 687	4 807	22 707	23 830	120	2,6	6,5	
Machines et équipement	6 499	6 439	27 227	31 407	-60	-0,9	14,7	
Produits automobiles	6 241	6 035	28 781	30 898	-206	-3,3	6,2	
Autres biens de consommation	998	1 004	4 223	4 846	6	0,6	17,4	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 409	1 424	6 279	6 959	15	1,1	9,4	
Produits énergétiques	735	633	4 530	3 678	-102	-13,9	-23,6	
Produits de la forêt	198	213	967	1 010	15	7,6	7,0	
Biens et matériaux industriels	5 021	4 940	21 788	24 518	-81	-1,6	11,0	
Machines et équipement	8 253	8 081	36 147	40 454	-172	-2,1	7,9	
Produits automobiles	5 528	5 433	23 762	27 282	-95	-1,7	13,0	
Autres biens de consommation	2 734	2 819	11 759	13 569	85	3,1	15,7	



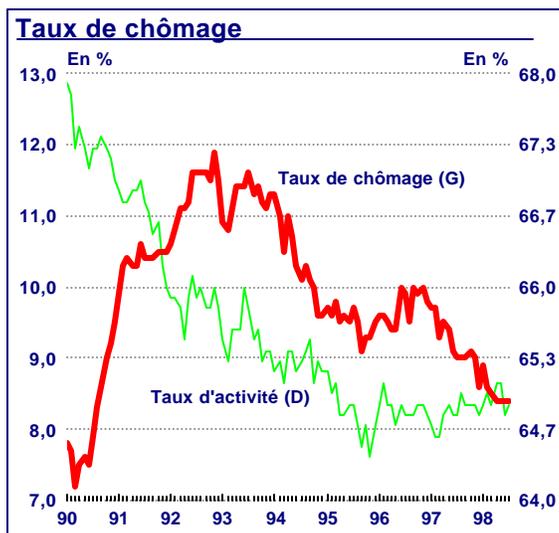
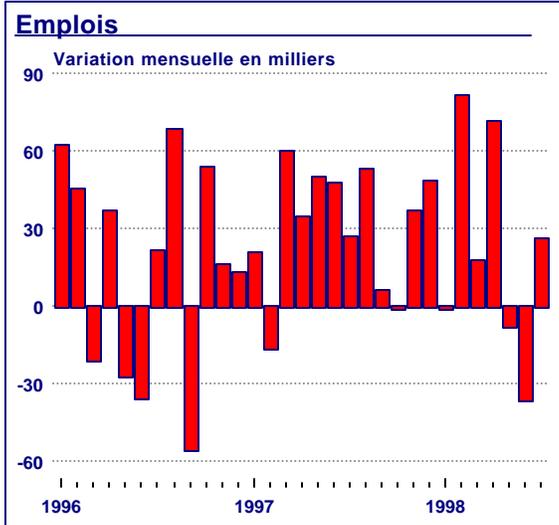
Emploi et chômage

En juillet, le nombre d'emplois a progressé de 27 000...

- Après avoir subi des pertes au cours des deux mois précédents, l'emploi a rebondi, progressant de 27 000 en juillet. Les gains d'emplois nets s'élèvent en tout à 155 000 pour les sept premiers mois de l'année.
- Ce progrès est surtout attribuable à l'augmentation de 25 000 emplois chez les jeunes. Le nombre d'emplois chez les adultes n'a pratiquement pas changé.
- L'augmentation notée en juillet est en grande partie attribuable aux emplois à temps partiel, puisque le nombre d'emplois à temps plein n'a progressé que de 6 000. Depuis le début de l'année, on observe presque autant de gains au chapitre des emplois à temps partiel qu'à celui des emplois à temps plein. Cette situation est très différente de celle de 1997, où le nombre d'emplois à temps plein croissait beaucoup plus rapidement que celui des emplois à temps partiel.

...mais le taux de chômage s'est maintenu à 8,4% à cause de l'augmentation de la population active

- Les gains enregistrés en juillet ont été annulés par une augmentation de la population active. Le taux de chômage national se maintient à 8,4 % depuis avril.
- Par principal groupe démographique, le taux de chômage chez les jeunes a diminué de 0,6 point de pourcentage, pour se fixer à 15,3 %. Par contre, le taux de chômage chez les adultes s'est légèrement redressé de 0,1 point, pour s'établir à 7,1 %.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 1997	Juin 1998	Juillet 1998	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	13 969,7	14 243,0	14 269,6	26,6	299,9	154,8	0,2	2,1
Temps plein	11 274,8	11 578,7	11 585,0	6,3	310,2	83,4	0,1	2,8
Temps partiel	2 695,0	2 664,3	2 684,6	20,3	-10,4	71,4	0,8	-0,4
Jeunes 15-24	2 031,1	2 052,0	2 076,8	24,8	45,7	37,6	1,2	2,3
Adultes 25+	11 938,7	12 191,0	12 192,8	1,8	254,1	117,2	0,0	2,1
Travailleurs indépendants	2 512,0	2 477,7	2 499,7	22,0	-12,3	23,7	0,9	-0,5
Chômage	1 381,1	1 301,9	1 310,5	8,6	-70,6	-10,8	0,7	-5,1
Taux de chômage	9,0	8,4	8,4	0,0	-0,6	-0,2		
Jeunes 15-24	16,7	15,9	15,3	-0,6	-1,4	-0,5		
Adultes 25+	7,5	7,0	7,1	0,1	-0,4	-0,1		
Population active	15 350,9	15 544,8	15 580,0	35,2	229,1	143,9	0,2	1,5
Taux d'activité	64,8	64,8	64,9	0,1	0,1	0,1		
Taux d'emploi	58,9	59,4	59,4	0,0	0,5	0,2		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

Le nombre de travailleurs indépendants monte en flèche...

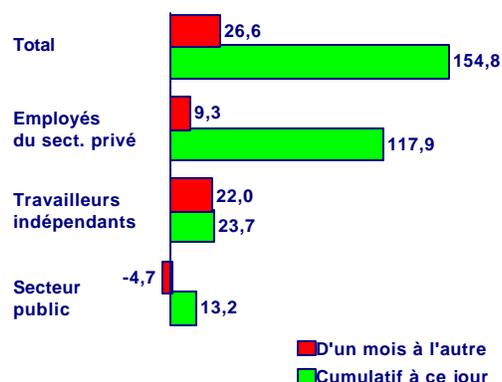
- Le nombre de travailleurs indépendants a progressé de 22 000 en juillet, à la suite d'une performance peu reluisante au cours du premier semestre.
- Dans le secteur public, l'emploi s'est légèrement replié au cours du mois, mais il reste vigoureux depuis le début de 1998.

...les gains dans le commerce de détail et d'autres industries de services contrebalançant les pertes observées dans le secteur manufacturier...

- Grâce à une augmentation marquée du nombre d'emplois dans le commerce de détail en juillet -- la première augmentation importante depuis un an --, le secteur des services a enregistré un gain total de 56 000 emplois. Les industries financières ont également profité d'une importante hausse du nombre d'emplois, après avoir accusé une baisse quatre mois de suite.
- Dans les industries productrices de biens, l'emploi a régressé de 29 000, le secteur manufacturier affichant, pour sa part, une perte de 34 000 emplois. On peut attribuer, en partie, cette diminution à la grève chez General Motors aux États-Unis, qui a occasionné 15 000 mises à pied temporaires dans le secteur manufacturier de l'Ontario. En juillet, le secteur de la construction a enregistré des gains d'emplois, qui n'ont contrebalancé qu'en partie les pertes observées au cours des six premiers mois de l'année.

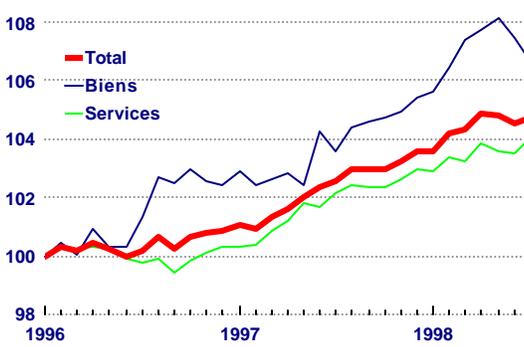
Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Juillet 1998 (en milliers)



Emploi par principal secteur

Janvier 1996 = 100



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juillet 1997	Juin 1998	Juillet 1998	le mois dernier	depuis l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Total	13 969,7	14 243,0	14 269,6	26,6	299,9	154,8	0,2	2,1
Biens	3 762,5	3 901,6	3 872,7	-28,9	110,2	43,5	-0,7	2,9
Agriculture	417,8	429,6	430,3	0,7	12,5	15,5	0,2	3,0
Expl. minière et puits de pétrole	173,8	172,4	173,8	1,4	0,0	-7,4	0,8	0,0
Autres ind. primaires	116,4	119,1	117,9	-1,2	1,5	6,4	-1,0	1,3
Services publics	141,5	139,1	131,9	-7,2	-9,6	-10,6	-5,2	-6,8
Manufacturier	2 170,7	2 299,1	2 264,8	-34,3	94,1	34,2	-1,5	4,3
Construction	742,2	742,4	754,0	11,6	11,8	5,5	1,6	1,6
Services	10 207,3	10 341,3	10 396,9	55,6	189,6	111,3	0,5	1,9
TEC*	886,2	923,6	908,0	-15,6	21,8	-14,7	-1,7	2,5
Commerce de gros	660,2	675,5	679,9	4,4	19,7	12,9	0,7	3,0
Commerce de détail	1 753,7	1 713,4	1 748,1	34,7	-5,6	22,9	2,0	-0,3
FAI*	788,4	763,1	776,8	13,7	-11,6	-29,7	1,8	-1,5
Éducation	964,0	965,4	961,8	-3,6	-2,2	-5,6	-0,4	-0,2
Soins de santé et services sociaux	1 421,2	1 461,3	1 472,7	11,4	51,5	22,9	0,8	3,6
Services comm. et pers.	2 920,8	3 036,0	3 037,4	1,4	116,6	72,3	0,0	4,0
Administration publique	812,7	803,2	812,2	9,0	-0,5	30,4	1,1	-0,1

*TEC : Transport, entreposage et communications; FAI : Finances, assurance et immobilier

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

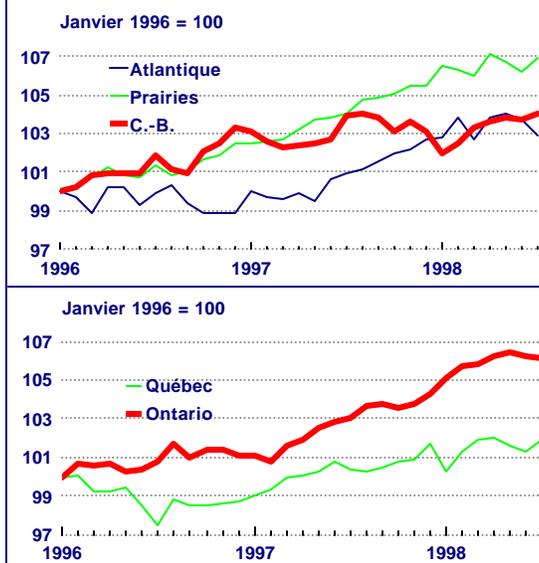


Aperçu de la situation des provinces

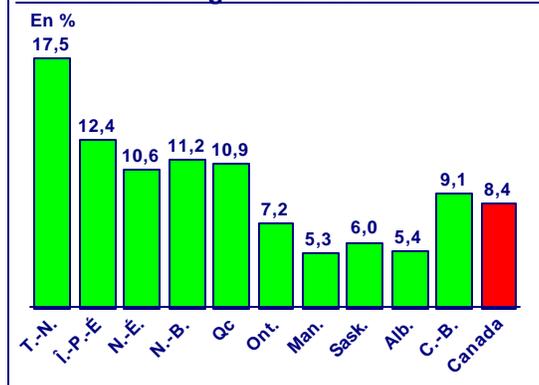
Les gains d'emplois au Canada sont principalement attribuables au Québec et au Manitoba...

- Le Québec et le Manitoba sont les provinces qui affichent les plus forts gains d'emplois nets en juillet. Au Québec, un bond de 19 000 emplois a permis d'effacer les pertes accumulées au cours des six premiers mois de l'année. Pour sa part, le Manitoba profite d'une première augmentation importante du nombre d'emplois depuis près d'un an.
- Les pertes les plus importantes ont été observées à Terre-Neuve (qui avait enregistré quatre gains consécutifs) et en Ontario, où l'emploi est resté le même au cours des trois derniers mois, malgré une très bonne performance tout au long de 1997 et au début de 1998.
- Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois a progressé partout, sauf au Nouveau-Brunswick et en **...même si le Québec et Terre-Neuve ont subi les hausses les plus importantes du taux de chômage**
- En juillet, les pertes d'emplois ont fait grimper sensiblement le taux de chômage de Terre-Neuve. Au Québec, malgré une croissance vigoureuse de l'emploi, l'augmentation encore plus importante de la population active a fait croître le taux de chômage dans cette province.
- Même si le Nouveau-Brunswick n'accuse qu'une légère perte d'emplois, son taux de chômage a augmenté d'un peu plus de un point de pourcentage, celui-ci se fixant à 11,2 % en juillet, en raison d'une forte augmentation de la population active. Quant au Manitoba, son taux de chômage a régressé de 0,4 point de pourcentage, ce qui en fait, à 5,3 %, le taux le plus bas de toutes les provinces.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juillet 1998



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage			
	Niveaux Juillet 1998	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	14 269,6	26,6	0,2	299,9	2,1	8,4	0,0	-0,6
Terre-Neuve	197,4	-5,0	-2,5	8,2	4,3	17,5	0,9	-1,5
Î.-P.-É.	62,4	0,3	0,5	1,1	1,8	12,4	-0,7	-2,0
Nouvelle-Écosse	401,3	-1,9	-0,5	9,1	2,3	10,6	0,1	-0,9
Nouveau-Brunswick	318,4	-1,7	-0,5	0,5	0,2	11,2	-1,1	-1,1
Québec	3 310,3	18,6	0,6	51,1	1,6	10,9	0,3	-0,3
Ontario	5 590,0	-3,2	-0,1	162,1	3,0	7,2	0,1	-1,0
Manitoba	547,1	7,4	1,4	13,7	2,6	5,3	-0,4	-1,4
Saskatchewan	476,0	1,3	0,3	-0,8	-0,2	6,0	0,0	0,2
Alberta	1 513,2	6,5	0,4	53,4	3,7	5,4	-0,1	-0,4
C.-B.	1 853,5	4,3	0,2	1,5	0,1	9,1	-0,3	0,4



Prix à la consommation et prix des produits de base

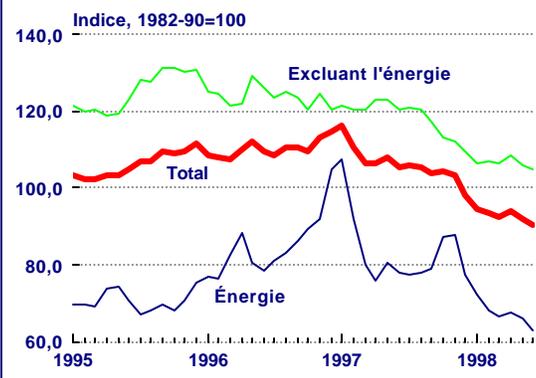
L'inflation s'est repliée pour atteindre 1,0 % en juin...

- Le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC a fléchi de 0,1 point de pourcentage, s'établissant à 1,0 % en juin. Comparativement à l'an dernier, les plus fortes augmentations ont été le fait des aliments, des frais de scolarité, du gaz naturel, des services téléphoniques et des produits du tabac. Ces hausses ont été, en partie, compensées par une baisse des prix de l'essence, des frais d'intérêts hypothécaires et des prix des ordinateurs.
- L'inflation «de base», qui exclut les impôts indirects et les composantes instables «alimentation» et «énergie», a régressé, se situant à 0,8 % en juin, soit sous la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %) établie par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- Les pressions inflationnistes sous-jacentes demeurent contenues. Les prix des produits de base ont chuté considérablement comparativement à l'an dernier, et les prix de production sont restés stables.

...et les taux les plus faibles ont été observés à l'île-du-Prince-Édouard, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve

- À l'île-du-Prince-Édouard, le niveau général des prix a diminué de 0,7 % en juin, comparativement à l'an dernier. Les coûts du logement ont considérablement diminué, et cette baisse peut être attribuée au fléchissement du prix des maisons et des frais d'assurance-maison. Le taux d'inflation est passablement faible à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique.
- En juin, l'inflation a été la plus élevée en Saskatchewan (1,8 %), en raison notamment d'une augmentation marquée de l'impôt financier par rapport à l'an dernier.

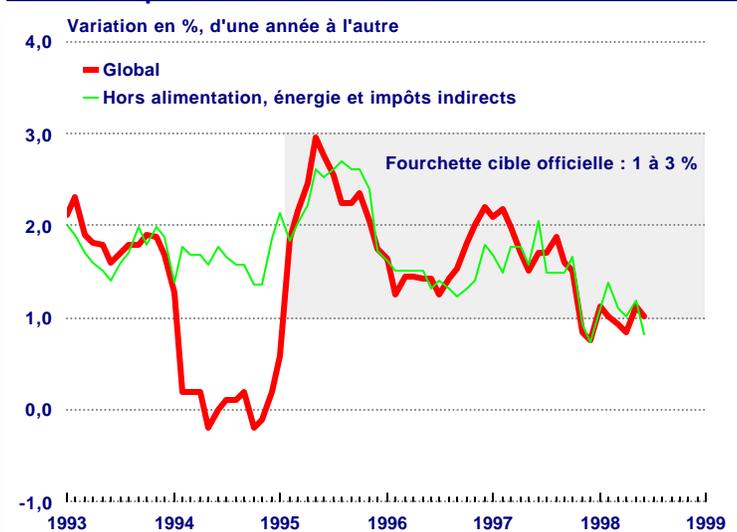
Prix des produits de base (\$ US)



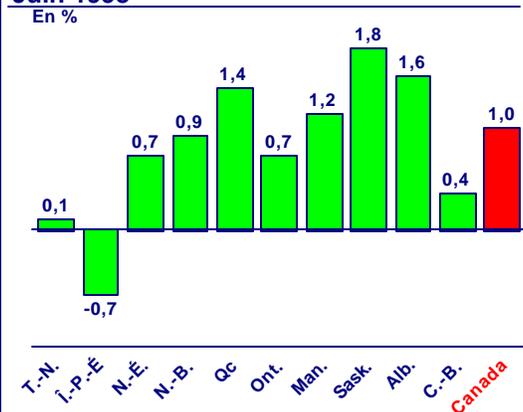
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
Juin 1998			
IPC global	108,8	0,1	1,0
Alimentation	110,2	0,7	2,1
Logement	103,5	0,0	0,2
Fonctionnement des ménages	108,0	-0,4	1,5
Vêtements et chaussures	103,2	0,1	0,7
Transport	120,7	0,0	-0,7
Soins de santé et personnels	108,2	0,0	1,8
Loisirs, enseignement et lecture	118,5	0,2	2,2
Alcool et tabac	92,6	0,0	3,5
IPC hors alimentation et énergie	108,8	-0,1	1,0
Prix des produits de base (juin 1998)			
Indice, 1982-1990=100	90,2	-2,1	-14,4
Excluant l'énergie	104,7	-1,0	-12,9
Énergie	63,0	-5,1	-19,0

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Juin 1998



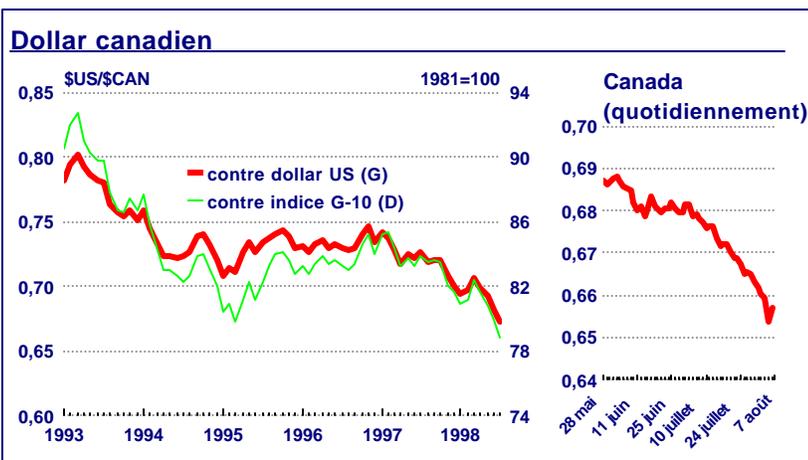


La chute du dollar s'est aggravée en juillet et au début août...

- La chute du dollar s'est accélérée à la fin juillet et au début août. Avant le 7 août, le dollar avait atteint des niveaux plancher record pendant 21 jours commerciaux sur 22, accusant une perte de plus d'un demi-cent le 6 août pour se fixer à 65,39 cents US (le recul le plus important en un jour depuis 1995). Le dollar s'est légèrement redressé le 7 août, à la suite d'une intervention énergique de la Banque du Canada sur les marchés de change, intervention qualifiée par les médias d'«agression» contre les négociants qui profitaient de la chute du dollar.
- Cette importante pression exercée sur le dollar canadien est attribuable à des facteurs nationaux et internationaux. Certains résultats économiques décevants ont alimenté une opinion défavorable, laissant à penser qu'à cause de la faiblesse de l'économie, la Banque du Canada ne redresserait pas les taux d'intérêt pour soutenir le dollar. De plus, l'instabilité politique au Japon a amené les observateurs à croire que la crise en Asie-Pacifique ne se réglerait pas rapidement, ce qui aurait pour effet de maintenir la pression à la baisse sur les prix mondiaux des produits de base.

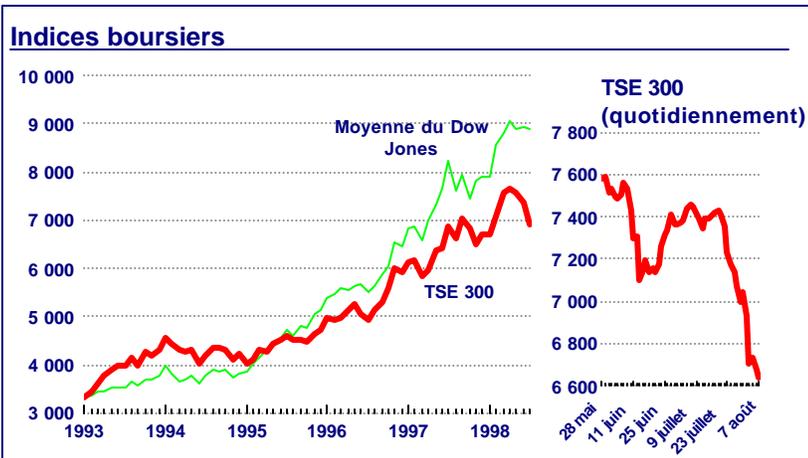
...et le prix des actions accuse ses baisses les plus importantes depuis des mois

- Un ralentissement de la croissance des bénéficiaires et la crainte que la crise financière en Asie-Pacifique n'entraîne d'autres replis ont contribué à une importante chute du prix des actions au Canada et aux États-Unis, en juillet et au début août. De fait, le 4 août, l'indice TSE 300 a reculé de 3,3 %, la baisse la plus importante en un jour depuis le début de janvier. Au Canada, la diminution du prix des actions canadiennes a surtout été attribuable aux questions relatives aux produits de base et aux banques.



Le dollar canadien

(Clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. G-10 (1981=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1996	0,7296	84,00	1,139	83,64
1997	0,6991	81,62	1,247	90,87
1998 Févr.	0,7024	81,19	1,264	87,71
Mars	0,7043	82,35	1,290	91,11
Avr.	0,6988	81,63	1,268	92,21
Mai	0,6863	80,83	1,228	93,37
Juin	0,6813	79,96	1,223	95,71
Juill.	0,6614	78,82	1,207	94,69
7 Août	0,6571			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - le mois	depuis	l'an
	Juillet	dernier	dernier
TSE 300	6 931	-5,9	0,8
Pétrole et gaz	5 581	-8,1	-21,1
Métaux et minéraux	3 226	-9,6	-40,7
Services publics	7 607	-4,6	34,4
Papiers et produits de la forêt	4 091	-6,4	-25,7
Entreprises de distribution	6 191	-6,4	3,3
Services	9 414	-5,5	26,2
Financiers	5 394	-11,3	-38,9
Coefficient de capitalisation des résultats*	29,6	-2,9	6,5
S&P 500	1 121	-1,2	17,4
Dow Jones	8 883	-0,8	8,0

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau

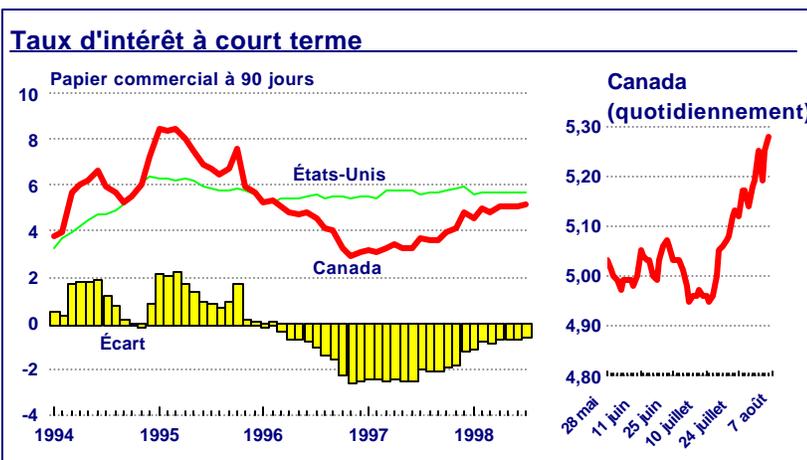


Les taux hypothécaires connaissent une hausse générale à la fin de juillet...

- Même si le taux directeur de la Banque du Canada n'a pas augmenté depuis janvier, la chute du dollar canadien a exercé une pression à la hausse sur les taux d'intérêt à court terme déterminés par le marché.
- Invoquant une augmentation du coût de financement en raison de la faiblesse du dollar, les grandes banques canadiennes ont redressé de 20 points de base leurs taux hypothécaires d'un an et de cinq ans, le 31 juillet. Cependant, le taux préférentiel des banques à charte est resté le même, soit 6,5 %.

...et le rendement des obligations à long terme s'améliore

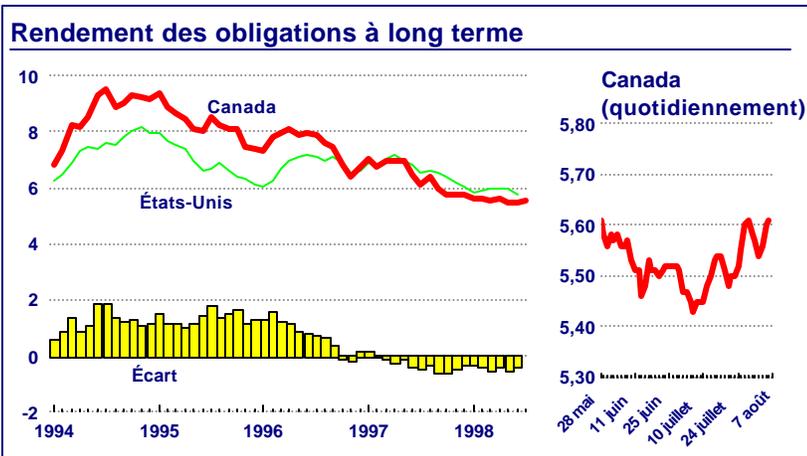
- Les taux d'intérêt à long terme au Canada se sont légèrement accrus en juillet, malgré des signes d'un ralentissement de l'économie. Le rendement des obligations a été majoré, la situation critique du dollar canadien faisant craindre que les investisseurs étrangers ne se désintéressent des titres libellés en dollars canadiens.
- Comme le rendement des obligations américaines est resté sensiblement le même, l'écart entre les taux à long terme au Canada et aux États-Unis s'est quelque peu rétréci (en faveur du Canada).



Principaux taux du marché monétaire

(Fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1996	3,13	-2,42	7,09	0,51
1997	4,80	-1,17	5,95	0,03
1998 Févr.	4,96	-0,69	5,78	-0,14
Mars	4,84	-0,80	5,70	-0,23
Avr.	5,04	-0,63	5,76	-0,31
Mai	5,04	-0,61	5,61	-0,22
Juin	5,06	-0,60	5,52	-0,13
Juill.	5,14	-0,53	5,61	-0,15
5 août	5,19	-0,48	5,56	-0,09

Un écart négatif indique que les taux canadiens sont inférieurs à leurs pendants américains.



Principaux taux débiteurs

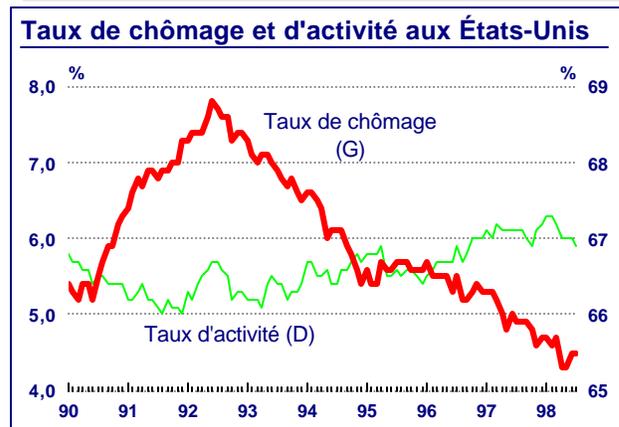
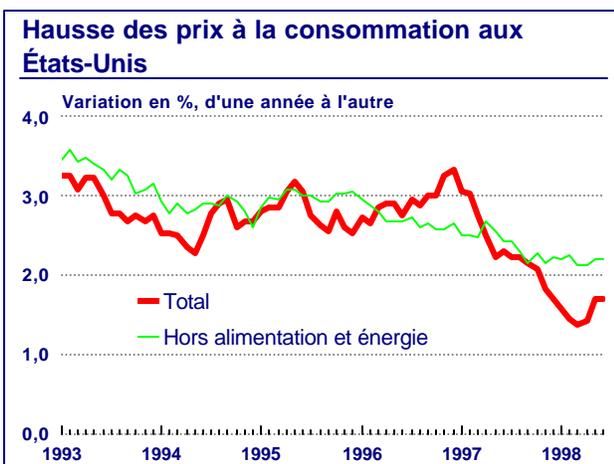
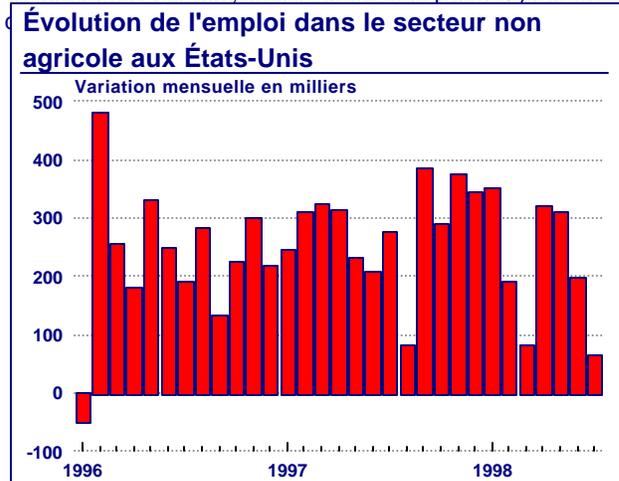
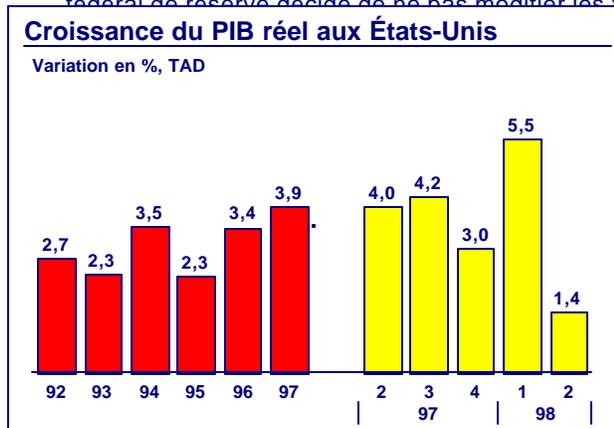
(Fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an cinq ans	
1996	3,25	4,75	5,20	6,95
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998 Févr.	5,00	6,50	6,40	6,85
Mars	5,00	6,50	6,40	6,85
Avr.	5,00	6,50	6,55	6,95
Mai	5,00	6,50	6,55	6,95
Juin	5,00	6,50	6,55	6,95
Juill.	5,00	6,50	6,55	6,95
5 août	5,00	6,50	6,75	7,15



Tendances de l'économie américaine

Faits saillants...

- Les estimations anticipées montrent que la production aux États-Unis a crû à un rythme annuel de 1,4 % au deuxième trimestre, une baisse marquée par rapport au taux de 5,5 % enregistré au premier trimestre. Malgré ce ralentissement, les résultats du deuxième trimestre sont bien supérieurs aux attentes (les prévisions établies par consensus annonçaient une croissance nulle), le PIB se trouvant à un sommet inégalé depuis deux ans. La demande intérieure finale est toujours le principal moteur de croissance au deuxième trimestre (+6,3 %) grâce à une vigoureuse croissance des dépenses de consommation et à une forte augmentation des investissements dans les M&É et de la construction résidentielle. La croissance de la production a été modérée par une régression marquée des investissements dans les stocks et une baisse des exportations.
- Dans le secteur non agricole, le nombre d'emplois n'a progressé que de 66 000 en juillet. Ce piètre résultat est principalement attribuable aux conflits de travail et non à un ralentissement de l'activité économique. En effet, deux grèves et une pénurie de pièces dans l'industrie de l'automobile sont responsables d'une importante baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier (-176 000), qui a, en partie, annulé la hausse sensible enregistrée dans le commerce de détail et les gains observés dans d'autres industries productrices de biens ainsi que dans le secteur de la construction. En juillet, le taux de chômage s'est maintenu à 4,5 %; il est inférieur à 5,0 % depuis juillet 1997.
- Malgré une croissance soutenue, l'inflation demeure contenue. Au deuxième trimestre, l'indice implicite des prix du PIB a augmenté de 1,0 % par rapport à l'an dernier, soit la hausse la plus faible observée en plus de 30 ans. Le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC s'est chiffré à 1,7 % en juin, la même chose qu'en mai, alors que l'inflation de base, excluant les composantes instables «alimentation» et «énergie» est resté à 2,2 %.
- Compte tenu du ralentissement de la croissance et du faible taux d'inflation, on s'attend à ce que le Système fédéral de réserve décide de ne pas modifier les taux d





Tendances récentes de la performance du Canada en matière de commerce

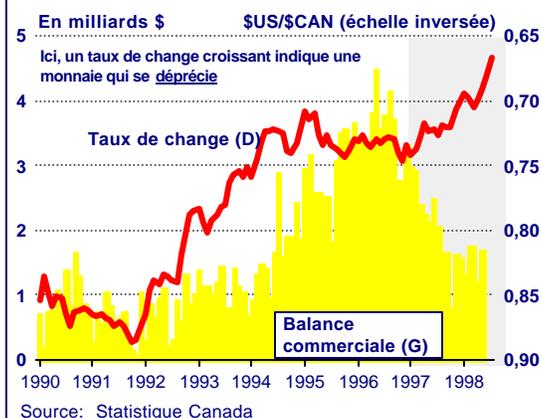
L'excédent commercial diminue et le dollar s'affaiblit...

- Depuis le début de 1997, le dollar canadien a perdu plus de 10 % de sa valeur contre le dollar américain. Toutes autres choses étant égales, on s'attendrait à ce qu'un dollar plus faible se traduise par une amélioration de la balance commerciale du Canada en faisant augmenter les exportations et baisser les importations.
- C'est en effet ce qui s'est passé tout au long de 1992-1995. Depuis quelque temps, cependant, l'excédent sur marchandises du Canada diminue alors que le dollar faiblit.

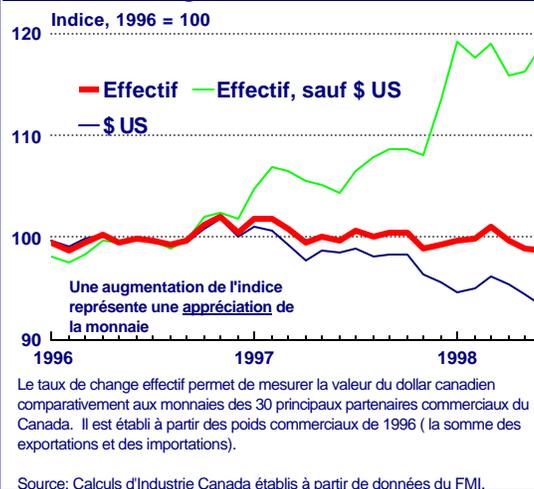
...mais le dollar ne s'est pas déprécié par rapport aux monnaies de tous les partenaires commerciaux du Canada

- On peut expliquer cette situation par le fait que le dollar ne s'est pas déprécié par rapport à toutes les monnaies étrangères. De fait, le taux de change effectif du Canada est demeuré relativement stable depuis un an et demi. Le taux de change effectif est un indice pondéré du dollar canadien, qui tient compte de l'importance des échanges commerciaux du Canada avec chaque pays.
 - En mai, l'excédent du Canada se situait à 1,7 milliard de dollars, en baisse par rapport à son niveau du début de 1997
 - En juin 1998, le taux de change effectif du Canada n'avait reculé que de 3 % depuis le début de 1997. La dépréciation de 10 % contre le dollar américain (qui a un poids d'environ 0,8 dans l'indice), a été en partie contrebalancée par une appréciation de 14 % du dollar contre toutes les autres monnaies.
 - Par exemple, le dollar canadien a progressé de 8 % contre le yen et de 1,7 % contre le mark allemand.

Balance commerciale du Canada et taux de change



Taux de change effectif du Canada



Balance commerciale du Canada et taux de change choisis

	Balance commerciale (En millions \$)	Taux de change effectif (96=100)					
		\$US/\$CAN	G-30	G-30 sauf \$ US	Yen/\$C	DM/\$C	
1997	T1	2 755	0,74	101,57	106,09	89,18	1,22
	T2	2 278	0,72	99,75	104,99	86,19	1,24
	T3	1 730	0,72	100,39	107,67	85,16	1,30
	T4	1 323	0,71	99,59	110,13	88,94	1,25
1998	T1	1 595	0,70	100,22	118,60	89,53	1,27
	T2	1438*	0,69	99,11	117,09	93,74	1,24
	Juill.	n/d	0,67	n/d	n/d	94,69	1,21

* Moyenne d'avril et mai

Dans le cas des indices du taux de change effectif, une augmentation indique une appréciation du dollar canadien.



Tendances récentes de la performance du Canada en matière de commerce

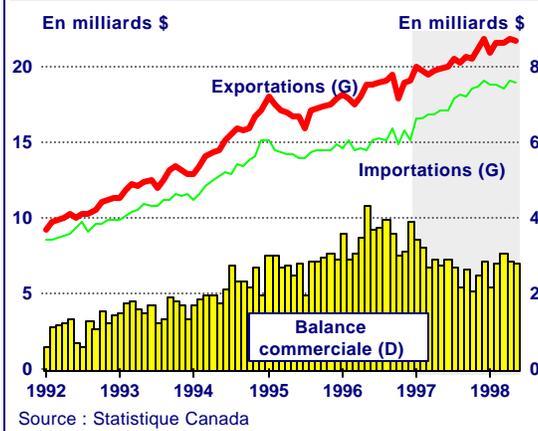
Les exportations vers les États-Unis conservent leur vigueur...

- Grâce à la faiblesse du dollar et au maintien d'une forte croissance aux États-Unis, les exportations vers les marchés américains ont poursuivi leur trajectoire ascendante au cours de l'année écoulée.
- La légère diminution de l'excédent commercial avec les États-Unis, observée depuis le début de 1997, est donc principalement attribuable à l'accroissement de la demande des importations au Canada.
 - Cette situation reflète la récente reprise de l'activité économique au Canada. Les importations de biens rattachés à des participations des États-Unis ont été particulièrement importantes tout au long de 1997, les entreprises canadiennes

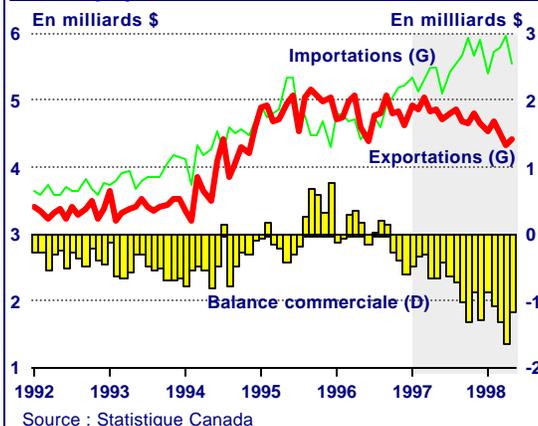
...par contre, la demande de l'Asie-Pacifique s'affaiblit

- Alors que les ventes à destination des États-Unis sont demeurées solides, les exportations vers tous les autres pays ont accusé une baisse de 10 % au cours de la dernière année. Cette baisse est surtout concentrée en Asie du Sud-Est, qui intervient pour environ 8 % de toutes les exportations de marchandises canadiennes.
 - Les économies de l'Asie-Pacifique ont été secouées par une série de crises monétaires et de crises des cours, qui ont fini par détériorer considérablement la conjoncture économique de cette région.
- On peut donc attribuer, en grande partie, le fléchissement de l'excédent commercial du Canada, observé depuis un an et demi, aux partenaires commerciaux autres que les États-Unis.
 - De fait, le déficit commercial du Canada avec les pays autres que les États-Unis a atteint un niveau record de 1,6 milliard de

Commerce de marchandises avec les États-Unis



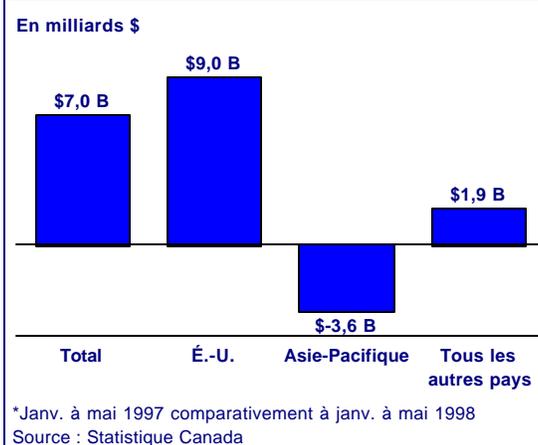
Commerce de marchandises avec les autres pays



Flux des échanges commerciaux du Canada

		Janv.-mai 1997	Janv.-mai 1998	Variation en \$	Variation en %
En millions \$					
Tous les pays	Exportations	123 079	130 063	6 984	5,7
	Importations	110 463	122 403	11 940	10,8
	Balance commerciale	12 616	7 660	-4 956	
États-Unis	Exportations	98 560	107 558	8 998	9,1
	Importations	83 686	93 981	10 295	12,3
	Balance commerciale	14 874	13 577	-1 297	
Asie-Pacifique	Exportations	10 210	6 656	-3 554	-34,8
	Importations	12 437	14 425	1 988	16,0
	Balance commerciale	-2 227	-7 769	-5 542	
Tous les autres pays	Exportations	14 309	15 849	1 540	10,8
	Importations	14 340	13 997	-343	-2,4
	Balance commerciale	-31	1 852	1 883	

Exportations selon les régions : variation d'une année à l'autre*





Tendances récentes de la performance du Canada en matière de commerce

La crise en Asie-Pacifique a également contribué à une baisse des prix des produits de base...

- La région Asie-Pacifique est une grande consommatrice de métaux de base et d'autres ressources naturelles. L'effondrement de la demande de ces pays a donc entraîné une chute importante des prix des produits de base importants pour le Canada (notamment l'or, le nickel, le zinc, le cuivre et les produits du bois).
- Selon un indice publié par la Banque du Canada, les prix des produits de base accusent une baisse de plus de 22 % depuis le début de 1997.

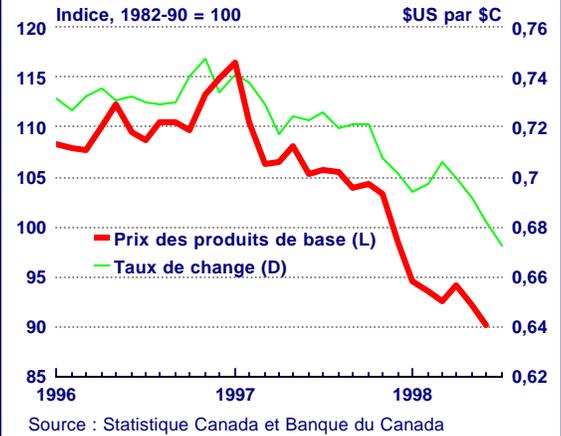
...ce qui a pour effet de diminuer la valeur de nos exportations

- Près de 40 % des exportations canadiennes sont le fait des ressources naturelles. La baisse des prix des produits de base a donc ralenti la croissance des exportations canadiennes.
- De fait, la valeur monétaire des exportations a crû à un rythme beaucoup plus lent que le volume des exportations (les niveaux des exportations sont révisés pour tenir compte de la variation des prix).
- En dollars courants, les exportations de marchandises canadiennes ont augmenté de 5 % de janvier 1997 à mai 1998. Au cours de la même période, le volume des exportations s'est accru de 8,5 %.
- Certaines industries, notamment les industries du pétrole brut, du bois d'oeuvre, des minerais et des alliages ont été durement touchées par la chute des prix au cours de la dernière année.

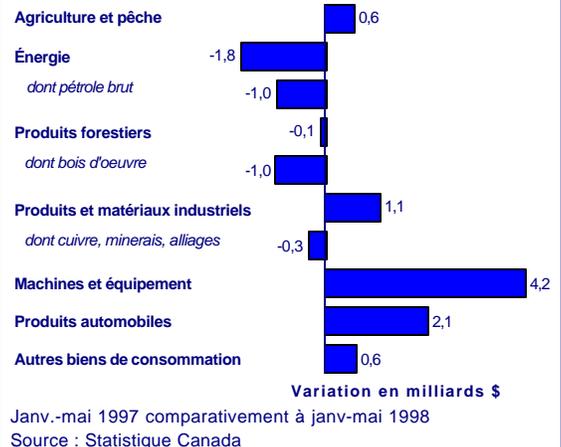
...et contribue à l'amenuisement de l'excédent commercial du Canada

- Étant donné que les exportations canadiennes font appel aux ressources naturelles dans une plus grande proportion que les importations, les termes de l'échange du Canada se sont détériorés à cause de la chute des prix des produits de base. Ainsi, les prix des exportations ont fléchi plus rapidement que les prix des importations.
- Il s'agit d'un facteur important dans le repli de l'excédent commercial du Canada. En dollars courants, l'excédent a reculé de 1,3 milliard de dollars depuis janvier 1997 (soit près de 45 %). En dollars constants, il s'agit d'une baisse de 0,3 milliard de dollars seulement (environ 13 %).
- Ainsi, depuis un an et demi, le commerce n'a pas autant freiné l'activité économique réelle que ne le laissent croire les chiffres.
- Évidemment, une baisse des prix des produits de base peut avoir des conséquences sur les bénéfices des entreprises, ce qui se traduit, en bout de ligne, par une baisse de l'investissement et de l'emploi.

Indice des prix des produits de base et le dollar

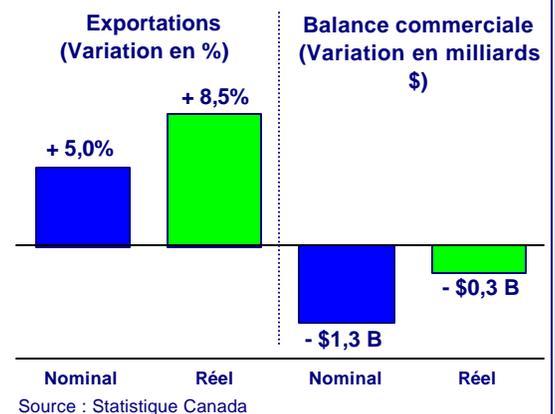


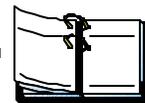
Exportations de produits de base* : Variation depuis le début de l'année



Variation des exportations et de la balance commerciale

Janvier 1997 à mai 1998



**CANADA**

Commerce international -- juin	18 août
Indice des prix à la consommation -- juillet	19 août
Statistiques financières des entreprises -- 2e trimestre de 1998	20 août
Comptes économiques et financiers nationaux -- 2e trimestre de 1998....	31 août
Balance des paiements -- 2e trimestre de 1998.....	31 août
PIB au coût des facteurs -- juin	31 août
Enquête sur la population active -- août.....	4 septembre
Taux d'utilisation de la capacité des industries -- 2e trimestre de 1998....	8 septembre

ÉTATS-UNIS

Réunion du Comité de l'open market du Système fédéral de réserve	18 août
Indice des prix à la consommation -- juillet	18 août
Commerce international -- juin	18 août
PIB -- 2e trimestre de 1998, estimation préliminaire	27 août
Situation de l'emploi -- août	4 septembre
Réunion du Comité de l'open market du Système fédéral de réserve.....	29 septembre

Nota : Les IEM d'août sont fondés sur les données connues au 7 août 1998.

Le rapport spécial des IEM du mois de septembre est intitulé «L'accroissement du niveau de compétences au Canada : faits et explications».



Micro Economic Policy Analysis
Analyse de la politique micro-économique
